



# Veille Europe

Du 15 août au 2 septembre 2015

## Sommaire

### - Développements nationaux

- Allemagne : le gouvernement s'attend à recevoir 800 000 demandes d'asile en 2015
- Route des Balkans : la Macédoine renonce à fermer sa frontière avec la Grèce tandis que la Hongrie finalise la construction d'une barrière à sa frontière avec la Serbie

### - En Bref

- Autriche : le gouvernement s'oppose au règlement Dublin III et envisage d'introduire un recours en carence contre la Commission européenne
- France et Royaume-Uni : signature d'un accord franco-britannique visant à renforcer la sécurité à Calais
- Grèce : hausse dramatique des arrivées de réfugiés

La Veille Europe est réalisée dans le cadre des projets européens RELOREF, Réseau réinstallés et France terre d'asile :



Avec le soutien du Fonds Asile Migration Intégration de l'Union européenne – FAMI

# Développements nationaux

---

## Allemagne : le gouvernement s'attend à recevoir 800 000 demandes d'asile en 2015

Alors que le nombre de demandes d'asile déposées en Allemagne était de 202 000 pour l'année 2014, les estimations du Bureau fédéral pour la migration et les réfugiés (BAMF) pour l'année 2015 ont été revues à la hausse : leur nombre devrait atteindre [800 000](#) à la fin de l'année. Le nombre de nouvelles arrivées de demandeurs d'asile était de 38 000 pour le mois de juillet et de près de 50 000 pour les seuls 17 premiers jours d'août. Le 1<sup>er</sup> septembre, la police fédérale allemande a [rapporté](#) que 2 200 migrants étaient arrivés en une journée en Bavière, un Land du sud du pays. L'Allemagne est le pays qui, avec la Suède, accueille le plus de demandeurs d'asile en Europe.

La population syrienne représente une part importante des demandeurs d'asile puisqu'ils étaient 44 417 originaires de Syrie au cours des 7 premiers mois de 2015 alors qu'ils n'étaient que 16 616 à la même période en 2014. L'afflux de migrants issus des Balkans, plus de 80 000 au 1<sup>er</sup> semestre 2015, est cependant plus problématique : selon les autorités allemandes, ils saturent le système alors que la majorité des pays des Balkans sont considérés comme surs. Le gouvernement appelle ainsi ceux qui ne peuvent prétendre à l'asile à retourner dans leur pays.

Le pays peine en effet à assurer l'accueil de tous les migrants et les Lands allemands affirment être dépassés et démunis face à cette situation. La ministre chargée de l'intégration a ainsi [déclaré](#) que « *chaque jour, 500 réfugiés arrivent dans le Bade-Wurtemberg. Nous devons chaque jour construire un immeuble pour les héberger* ». Après avoir reconverti certaines casernes, les Lands multiplient les acquisitions de containers spécialement aménagés et logent également les migrants et réfugiés dans des tentes du fait des capacités d'accueil insuffisantes. Le pays fait, en outre, appel à des fonctionnaires retraités et à des fonctionnaires d'autres administrations pour venir en aide aux services d'immigration.

Néanmoins, depuis le 21 août, le BAMF a [émis](#) des instructions internes visant à suspendre l'application du règlement Dublin III pour les réfugiés syriens. Par conséquent, les autorités ne procéderont plus au renvoi des réfugiés syriens dans le pays de leur arrivée sur le territoire communautaire comme l'impose le règlement Dublin III et les autoriseront à déposer une demande d'asile en Allemagne.

L'afflux de migrants est également à l'origine de vives réactions au sein de la population allemande et les actes de violences généralement imputés à l'extrême droite se font de plus en plus fréquents. Une [manifestation](#) d'environ un millier de personnes, a eu lieu le 21 août, à l'appel de la formation d'extrême droite NPD pour protester contre l'ouverture d'un foyer de demandeurs d'asile à Heidenau et durant laquelle 31 policiers ont été blessés. Un cinquième des agressions contre des foyers pour réfugiés au 1<sup>er</sup> semestre a été [commis](#) dans la région de Saxe, où a eu lieu cette manifestation.

La situation suscite diverses réactions de la part des dirigeants allemands. Ainsi, le vice-chancelier allemand, Sigmar Gabriel, a [jugé](#) que la gestion de l'afflux record de migrants constituait « *le plus grand défi de l'Allemagne depuis la réunification* » critiquant dans le même temps la passivité

d'autres pays européens. Le vice-chancelier et le ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, membres du Parti social-démocrate, plaident, en ce sens, pour une politique du droit d'asile unifiée et renforcée dans l'Union européenne. Ils proposent ainsi la mise en place d'un « *codex européen de l'asile* » garantissant un même statut de l'asile dans toute l'Union européenne et une politique européenne intégrée en la matière « *nouvelle et ambitieuse* ». Le ministre de l'Intérieur allemand, Thomas de Maizière, [appelle](#) quant à lui la Commission européenne à « *agir contre les pays membres qui n'assument pas leurs devoirs* ».

La Chancelière allemande, Angela Merkel, s'est [réunie](#) le 24 août avec le Président français, François Hollande, pour discuter notamment de la crise des migrants en Europe, et demande à ce que les pays de l'Union européenne se mettent au moins d'accord sur une liste de pays surs. Le parti d'Angela Merkel, l'Union chrétienne démocrate d'Allemagne, souhaite en effet ajouter à la liste nationale des pays surs le Monténégro, le Kosovo et l'Albanie afin de faciliter le renvoi des migrants des Balkans vers leur pays d'origine, mais le parti des Verts s'y oppose. Le commissaire européen aux migrations et affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos, a [confirmé](#) le besoin de coordination entre les États membres sur cette question et a déclaré que la Commission travaille sur l'établissement d'une liste des pays surs qui devraient inclure tous les pays candidats à l'Union européenne et donc l'Albanie, le Monténégro, la Serbie, la Macédoine et la Turquie. Les associations de défense des droits des migrants, comme le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés, ont cependant [souligné](#) que « *même si le pays est sûr, il peut y avoir des risques individuels* » et que cette mesure ne devait pas porter préjudice au droit de chacun de demander l'asile dans un pays qui n'est pas le sien.

Le 31 août, la Chancelière allemande a également [rappelé](#) à ses partenaires européens les valeurs défendues par l'Europe et la solidarité qu'elles supposent face à l'afflux de réfugiés venus de pays en guerre ou en crise : « *les droits civils universels étaient jusqu'ici étroitement associés à l'Europe et à son histoire. Si elle échoue sur la question des réfugiés, ce lien étroit se briserait et ce ne serait plus l'Europe telle que nous nous la représentons* ».

[Retour au sommaire](#)

## **Route des Balkans : la Macédoine renonce à fermer sa frontière avec la Grèce tandis que la Hongrie finalise la construction d'une barrière à sa frontière avec la Serbie**

La « route des Balkans », menant les migrants arrivés en Grèce vers l'Allemagne notamment, en passant par la Serbie et la Hongrie, est privilégiée par les migrants et réfugiés car, bien que plus longue, elle se révèle beaucoup moins meurtrière que celle de la traversée de la Méditerranée vers l'Italie. Située au milieu de cette route, la Macédoine fait ainsi face, depuis quelques mois, à des arrivées incessantes sur son territoire. Ces populations ne font généralement que traverser le pays, sans vocation à y demeurer. Ainsi, seules 47 personnes, parmi lesquelles 37 ressortissants syriens, y ont [demandé](#) l'asile entre le 20 juin et le 17 août.

Les migrants et réfugiés affluent dans la ville de Gevgelija, située au sud de la Macédoine à la frontière avec la Grèce. Chaque jour, des centaines de migrants [tentent](#) de prendre place dans un train de la gare de Gevgelija, dans l'espoir de traverser rapidement le pays. Les capacités ferroviaires

de cette petite ville étant insuffisantes, le gouvernement a lancé un appel aux pays voisins pour lui envoyer des wagons afin de transporter les migrants vers le nord.

Le 21 août, dans l'incapacité de gérer cette situation, le gouvernement a [décrété](#) l'état d'urgence en particulier dans le sud du pays et a fermé sa frontière avec la Grèce. Il a ainsi décidé de déployer des forces armées et d'installer un quartier général dans la zone la plus affectée par les arrivées de migrants pour aider les autorités locales.

Des centaines de migrants ont été bloqués à la frontière gréco-macédonienne, pendant plusieurs jours, provoquant des débordements entre les migrants et les forces armées. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a [fait part](#) de son inquiétude sur la situation de plus en plus précaire à la frontière où il a été fait recours à la force pour empêcher les personnes de traverser. Médecins sans frontières [rapporte](#) à cet égard que les forces spéciales de police « *ont tiré des balles en plastique et ont dispersé les migrants à coup de bâton* ». Amnesty International a déclaré que si chaque pays est habilité à patrouiller le long de ses propres frontières « *ce type de réponse paramilitaire constitue une forme de refoulement inacceptable et contraire au droit international* ».

Finalement, après avoir décidé dans un premier temps de laisser passer seulement les personnes les plus vulnérables, le gouvernement a [renoncé](#) le 23 août à bloquer le passage à la frontière.

Ces migrants et réfugiés ont ainsi pu poursuivre leur chemin vers le Nord de l'Europe. La Hongrie indique à cet égard que plus de 2 000 personnes ont [franchi](#), dans la nuit du 24 au 25 août, sa frontière avec la Serbie. Afin d'empêcher les migrants et réfugiés de pénétrer dans son territoire depuis la Serbie, la Hongrie avait débuté la construction d'une clôture qui a été [achevée](#) le 29 août. Le Premier ministre hongrois, Victor Orban, a également annoncé le déploiement de 2 000 policiers supplémentaires à la frontière d'ici le 5 septembre. En conséquence de cette sécurité accrue, la traversée de la Hongrie devient de plus en plus dangereuse pour les migrants et les drames se succèdent. Ainsi, le 27 août, 71 personnes originaires en majorité de Syrie ont été [retrouvées](#) mortes dans un camion frigorifique abandonné à la frontière austro-hongroise.

La crise migratoire est devenue une question centrale pour les pays des Balkans et a été abordée lors du [sommet](#) de Vienne du 27 août, réunissant les dirigeants des pays des Balkans ainsi que la Chancellerie allemande. À l'occasion de ce sommet, le ministre des affaires étrangères macédonien a déclaré qu'« *à moins d'avoir une réponse européenne à cette crise [...], personne ne doit nourrir l'illusion que cela peut être réglé* ». Son homologue serbe, Ivica Dacic, a quant à lui réclamé un « *plan d'action* » européen.

[Retour au sommaire](#)

## En Bref

---

### **Autriche : le gouvernement s'oppose au règlement Dublin III et envisage d'introduire un recours en carence contre la Commission européenne**

Le gouvernement autrichien a [annoncé](#) à la mi-août qu'il envisageait de poursuivre la Commission européenne, si dans un délai de deux mois, cette dernière ne modifiait pas les normes communautaires en vigueur afin de garantir une juste répartition des réfugiés au sein de l'Union européenne.

L'Autriche est particulièrement touchée par la crise migratoire et le nombre de demandeurs d'asile ne cesse d'augmenter ces derniers mois. Le gouvernement estime que le règlement Dublin III – qui prévoit que la demande d'asile doit être examinée par le premier pays où le demandeur arrive – ne se justifie aucunement au regard des conditions extraordinaires actuelles, qu'il est contraire au Traité de Lisbonne et à l'origine d'un déséquilibre croissant entre les Etats membres. La Commission européenne se doit donc d'adapter cette norme communautaire.

En cas d'inaction de la Commission, le gouvernement introduira, en conséquence, un recours en carence devant le Tribunal de justice de l'Union européenne sur le fondement de l'article 80 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui énonce que les politiques relatives aux contrôles aux frontières, à l'asile et à l'immigration sont régies par le principe de solidarité et de partage équitable de responsabilité.

Le chef du gouvernement autrichien a, en outre, [fait part](#) de son souhait que l'Union européenne mette en place un système de répartition par quotas des réfugiés et critiqué les pays, tels que la République Tchèque, la Pologne ou les pays slaves, qui s'opposent à cette solution.

Le règlement Dublin III a été remis en cause dans la pratique par plusieurs pays européens. L'Allemagne a ainsi [annoncé](#) qu'elle suspendait l'application du règlement pour les réfugiés syriens. De même, alors que les autorités hongroises empêchent généralement les migrants d'accéder aux wagons à destination de l'Autriche et de l'Allemagne en l'absence de visa, des centaines de migrants ont pu [embarquer](#) dans des trains le 31 août, et ce en méconnaissance du règlement Dublin III.

[Retour au sommaire](#)

### **France et Royaume-Uni : signature d'un accord franco-britannique visant à renforcer la sécurité à Calais**

Le jeudi 20 août, les ministres de l'Intérieur britannique et français, respectivement Theresa May et Bernard Cazeneuve, se sont [rencontrés](#) afin d'apporter une réponse à la crise de Calais. L'accord franco-britannique signé prévoit une coopération renforcée sur la sécurité à Calais mais également des engagements humanitaires.

Les gouvernements ont ainsi prévu la mise en place d'un centre de commandement et de contrôle commun pour tenter de lutter contre les réseaux qui font passer les migrants en Angleterre. À cet égard, le Royaume-Uni a prévu de fournir une dizaine de policiers en plus des personnels de contrôle

des frontières déjà présents. Le gouvernement britannique a également annoncé le versement de 10 millions d'euros complétant la contribution de 15 millions d'euros prévues sur 3 ans pour sécuriser le port de Calais. Les mesures visant à sécuriser le port de Calais prévoient le recrutement de nouveaux agents ainsi qu'un dispositif de clôtures, de vidéosurveillances, de technologies de détection infrarouge et de projecteurs lumineux.

La somme de 10 millions d'euros allouée doit également permettre de faciliter les retours volontaires vers les pays d'origines et de financer 1 000 places d'hébergement pour les demandeurs d'asile et des logements protégés pour les personnes vulnérables. Dans un communiqué, le HCR a [salué](#) « *les mesures de protection et humanitaires annoncées, qui reconnaissent à la fois l'importance de la lutte contre le trafic d'êtres humains et contre l'exploitation d'individus vulnérables* ».

Le 31 août, le Premier ministre français, Manuel Valls, a effectué une visite officielle à Calais en compagnie du Vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans, et du commissaire européen aux migrations et affaires intérieures, Dimitris Avramopoulos. Lors de ce déplacement, Manuel Valls a [annoncé](#) la création d'un nouveau campement humanitaire à Calais, prévu pour début 2016 et d'une capacité de 1 500 places. Ce campement sera financé avec l'aide de l'Union européenne qui a annoncé l'octroi de 5 millions d'euros pour sa construction.

[Retour au sommaire](#)

### **Grèce : hausse dramatique des arrivées de réfugiés**

Au regard des statistiques [annoncées](#) par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 50 242 migrants et réfugiés sont arrivés en Grèce au mois de juillet 2015, ce qui révèle une hausse particulièrement conséquente en comparaison avec les 43 500 personnes arrivées au cours de l'année 2014.

Le nombre de migrants et de réfugiés a atteint, selon les derniers chiffres [publiés](#) par le HCR, le pic de 181 000 pour cette année en Grèce, soit plus de la moitié des 292 000 arrivées cette année par la Méditerranée. Ce chiffre ne cesse d'augmenter et sa progression risque de se poursuivre puisque, pour la seule semaine du 8 août au 14 août, le HCR a comptabilisé une nouvelle arrivée de 21 000 migrants. William Spindler, porte parole du HCR, a par ailleurs indiqué que la grande majorité des arrivants de la semaine du 8 août au 14 août « *étaient des Syriens (16 997 personnes soit 82% du total), des Afghans (2 847 soit 14%) et des Iraquiens (582 soit 3%). Ces chiffres confirment que les arrivants, en écrasante majorité, sont susceptibles d'être considérés comme réfugiés* ».

Le gouvernement grec, qui peine à accueillir ces migrants, a récemment [ouvert](#) un nouveau site d'hébergement, près d'Athènes, pour les nouveaux arrivants en Grèce permettant ainsi de leur fournir un hébergement et des services essentiels. Le HCR a salué l'ouverture de ce centre qui permet de combler des lacunes importantes en la matière et souligne qu'il constitue « *un exemple positif d'action rapide et de coordination efficace entre les différents acteurs* ».

[Retour au sommaire](#)